

Observatoire des transitions

ÉCOLOGIQUE et NUMÉRIQUE



Édito	3
Mots des partenaires	4-7
Perception des transitions par les collectivités locales	8-9
Présentation du sondage	10
 Observatoire de la transition écologique	11
<i>Leviers et gouvernance</i>	12-14
<i>Énergie</i>	15
<i>Bâtiment et Mobilité</i>	16
<i>Déchets</i>	17
<i>Eau</i>	18-19
 Observatoire de la transition numérique	20
<i>Leviers et gouvernance</i>	21-22
<i>Ville intelligente et services aux habitants</i>	23
<i>Collaboration et intensité technologique des projets</i>	24
<i>Dématérialisation et données territoriales</i>	25
<i>Cybersécurité, sobriété numérique et inclusion</i>	26

Toutes les données sont issues d'un sondage conduit auprès des adhérents de Villes de France par Espelia en 2022, à l'exception de celles identifiées à l'aide du pictogramme suivant :





« Le monde déteste le changement, c'est pourtant la seule chose qui lui a permis de progresser. », disait l'inventeur Charles Franklin Kettering.

Transitions nécessaires, transitions souhaitables : le changement climatique et les progrès technologiques conduisent les villes moyennes et leurs intercommunalités à mener d'importantes politiques de transitions écologique et numérique.

Villes de France a le plaisir de vous proposer cet observatoire des transitions en villes moyennes, élaboré avec plusieurs partenaires clés dans ces domaines, à savoir la Banque des Territoires, Citeo, EDF, Enedis, ENGIE, GRDF, Orange, SFR, Suez et Veolia. Réalisé par le cabinet Espelia, cet observatoire est un outil à destination des adhérents de Villes de France qui pourront comparer leurs résultats aux moyennes des autres villes et qui pourront approfondir certaines thématiques.

Révélatrice des tendances dans nos territoires, cette publication démontre que ces transitions sont perçues largement comme des opportunités. Tandis que la transition écologique connaît une gouvernance structurée dans les collectivités, la transition numérique reste insuffisamment pensée comme un enjeu politique majeur. Les pratiques progressent dans les territoires. Ainsi, parmi les chiffres clés, 70% des répondants ont mis en place à l'échelle locale des feuilles de routes stratégiques concernant l'émission de Gaz à Effet de Serre (GES), dans la majorité des cas avec des objectifs chiffrés. Les achats durables sont en cours d'intégration, avec actuellement seulement 40% des répondants qui ont généralisé ces pratiques dans leurs marchés publics. De même, les réflexions se développent concernant une comptabilité verte, avec plus d'un tiers des collectivités interrogées concernées.

Les impacts de la transition numérique sont progressivement mieux appréhendés. Ainsi, plus d'un tiers des collectivités interrogées a été victime d'une cyberattaque au cours des 3 dernières années mais la quasi totalité fait appel à l'ANSSI ou encore au réseau des CSIRT régionaux. En termes d'inclusion numérique, seul un tiers des collectivités identifie actuellement, sur son territoire, une stratégie spécifique. Enfin, plus de la moitié des répondants a déjà déployé des actions de sensibilisation ou de formation sur les enjeux des impacts environnementaux du numérique.

Se connaître pour mieux se transformer, voilà l'enjeu pour nos villes moyennes et intercommunalités. C'est l'objet de cet observatoire qui permet de mesurer l'évolution des pratiques de transition écologique et numérique. Je vous souhaite une excellente lecture !

Gil AVEROUS

Président de Villes de France,
Maire de Châteauroux

MOTS DES PARTENAIRES (1/4)



BANQUE des
TERRITOIRES

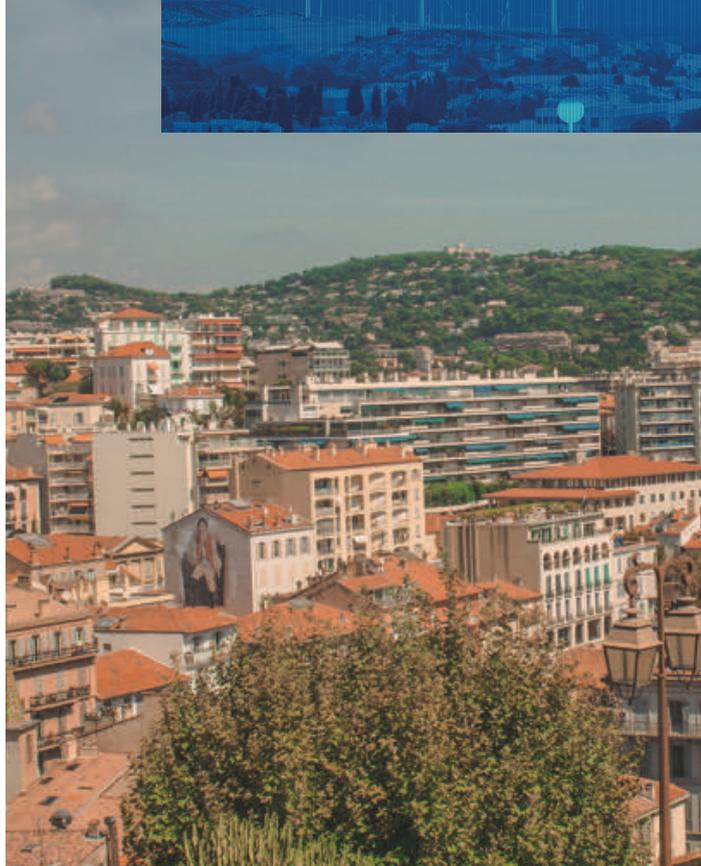


Le volume des données territoriales produites chaque jour est massif. Il croît de façon significative et rapidement. Valoriser ce potentiel doit permettre d'enrichir et d'affiner la connaissance des territoires afin d'éclairer les décisions des élus et des agents. La Banque des Territoires est convaincue que l'exploitation des données constitue un levier majeur pour accélérer les transitions énergétique et écologique dans toutes les collectivités. Cet observatoire l'illustre parfaitement !

Gisèle Rossat-Mignod,
Directrice du Réseau de la Banque des Territoires



Contact :
francois.panouille@caissedesdepots.fr



Donnons ensemble une
nouvelle vie à nos produits.

Transition des territoires que nous souhaitons mettre en valeur, la simplification des règles de tri des emballages en plastique permet aux Français de mettre tous leurs emballages dans le bac jaune, sans se poser de question : c'est en moyenne 3kg d'emballages supplémentaires qui sont recyclés par habitant chaque année. Grâce au partenariat entre Citeo et les collectivités territoriales, depuis le 1^{er} janvier 2023, 98% des Français de l'Hexagone sont passés à l'Extension des consignes de tri.

Jean HORNAIN
Directeur général de Citeo



Contact :
clara.seligmann@citeo.com



EDF est fier d'accompagner les collectivités territoriales engagées dans la transition énergétique, en particulier à travers son partenariat avec Villes de France. Grâce à la mise en perspective de nombreuses données détaillées, la publication de l'Observatoire des transitions écologique et numérique permettra d'éclairer les projets envisagés dans les communes ou les intercommunalités, ce qui pourra faciliter le lancement d'actions concrètes pour décarboner nos transports, nos bâtiments, nos entreprises, et plus généralement notre vie quotidienne !



Contact :
jeremy.gallet@edf.fr

Bertrand LE THIEC
Directeur des affaires publiques d'EDF



Pour faciliter la transition vers des usages plus sobres et décarbonés, les villes moyennes peuvent compter sur Enedis et les outils mis à leur disposition pour développer des solutions efficaces : nouveau portail Collectivités, Observatoire français de la transition écologique, vigie éclairée des dynamiques à l'œuvre au cœur des territoires.

En nous associant à l'Observatoire des transitions des villes moyennes, nous sommes heureux aujourd'hui d'intensifier notre partenariat avec Villes de France, en recherchant des synergies entre ces données. C'est ensemble que nous pourrons ainsi accélérer les transitions de nos territoires.



Contact :
jacques.alfred@enedis.fr

Marianne LAIGNEAU
Présidente du directoire d'Enedis



Les villes moyennes sont des acteurs incontournables des transitions énergétique et écologique. Cet Observatoire permet aux parties prenantes d'accéder à une information fiable nécessaire pour que chaque territoire définisse son mix énergétique, en y faisant contribuer les énergies renouvelables, et pour développer la mobilité verte au cœur des territoires. C'est donc tout naturellement qu'ENGIE est partenaire de cette démarche, qui est au cœur de sa raison d'être - d'agir pour accélérer la transition vers une économie neutre en carbone, par des solutions plus sobres en énergie et plus respectueuses de l'environnement.

Claire WAYSAND

Directrice générale adjointe d'ENGIE en charge du secrétariat général, de la stratégie, de la recherche et innovation et de la communication



Contact :
gilles.prigent@engie.com



Décarboner efficacement implique une connaissance fine de la réalité énergétique de nos villes et territoires. Des données précises, fiables, réactualisées régulièrement sont un atout essentiel au service des élus et des agents pour les guider dans leur prise de décisions. Parce que c'est au cœur des territoires que se met en œuvre la décarbonation de la France, GRDF, opérateur du réseau de distribution de gaz, met au service des collectivités et de ses clients son expertise des données (consommation, gaz verts...).
Aux côtés de notre partenaire Villes de France, nous sommes ravis de vous présenter cet observatoire, et d'apporter la contribution de GRDF à la transition numérique et écologique des territoires.

Laurence POIRIER-DIETZ
Directrice générale de GRDF



Contact :
sebastien.belot@grdf.fr



La transition écologique est un défi majeur pour Altice France : nous nous sommes fixé pour objectif de réduire de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Nous agissons à l'échelle de nos différentes filiales, télécoms et médias, pour porter un changement durable. Parmi les actions structurantes sur l'empreinte environnementale de nos activités, nous avons initié une restructuration de nos architectures réseau, la mise en veille automatique des antennes 4G et 5G ou encore la réduction de la consommation énergétique de nos bâtiments et boutiques.

Marie LHERMELIN

Secrétaire générale adjointe, Directrice des relations institutionnelles et de l'engagement d'Altice France



Contact :
cyrille-frantz.honegger@sfr.com



Dans le défi de la décarbonation de notre société, qui nous concerne tous, les collectivités sont en première ligne par leur capacité à mettre en œuvre des politiques volontaristes et à entraîner les citoyens dans une dynamique positive. Le numérique est un formidable levier proposant une large palette d'outils, pour accélérer la transition écologique. Par la maîtrise et l'utilisation de la donnée territoriale par exemple, les collectivités peuvent mieux connaître leur territoire, optimiser leur fonctionnement et offrir de nouveaux services en adéquation avec les comportements, les profils et les usages de leur population. La donnée constitue un outil d'aide à la décision, essentiel pour déployer des actions qui visent à accélérer la transition écologique : dans les mobilités, le bâtiment intelligent, la protection des ressources naturelles, la gestion des déchets ou encore pour le développement d'un tourisme durable. Orange est l'acteur de confiance pour accompagner les villes médianes dans la mise en place d'une gestion responsable, souveraine et sécurisée de leurs données.

Cyril LUNEAU

Directeur des relations avec les collectivités locales Groupe Orange



Contact :
amaury.boulangier@orange.com





Nous mettons la passion et l'engagement des équipes de SUEZ au service des villes pour leur offrir des solutions résilientes et innovantes en matière de services d'eau et de déchets et leur permettre de conduire leur transition écologique en associant leurs usagers. Afin de mener à bien cette dernière, l'analyse des données est une étape indispensable pour éclairer la décision politique. SUEZ est, ainsi, heureux de soutenir l'Observation des transitions de Villes de France, au service d'une connaissance accrue des territoires.

Sabrina SOUSSAN
PDG de SUEZ



Contact :
direction.affairespubliques@suez.com



Le monde est en transition : transition urbaine, digitale, énergétique... La transition écologique n'est pas la moindre, car elle traverse toutes les autres. Les villes sont les acteurs essentiels de cette transition écologique et Veolia leur apporte des solutions pour décarboner, dépolluer et régénérer les ressources. Des solutions fiables, efficaces et abordables. Des solutions de proximité, ancrées dans les territoires. Des solutions qui rendent l'écologie attractive et désirable.

Estelle BRACHLIANOFF
Directrice générale de Veolia



Contact :
pamela.de-sevin-de-quincy@veolia.com





Transition écologique



PERCEPTION DES TRANSITIONS PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

"La transition écologique est une opportunité car elle favorise l'innovation et permet le développement durable. C'est aussi une contrainte car elle engendre un coût budgétaire et il faut respecter l'acceptabilité sociale."

"La transition écologique nous oblige à penser différemment, à tenir compte des évolutions notamment climatiques mais également géopolitiques en cette année 2022. Il est impératif de voir cela comme une opportunité pour répondre aux enjeux de demain."

"Rendre chaque territoire résilient – c'est-à-dire le transformer, pour anticiper les crises et mieux les affronter – doit devenir un objectif prioritaire des responsables politiques locaux."

"C'est éminemment une opportunité pour engager un changement de pratique interne en termes de fonctionnement, d'organisation et de politique d'investissement : plus vertueux, respectueux et pouvant représenter une certaine exemplarité à l'égard de nos usagers et concitoyens."

"La transition écologique et énergétique est inscrite dans le plan de mandat de la ville."

"C'est l'occasion de co-construire notre avenir."

"C'est une contrainte car cela représente un coût à court terme et nous manquons d'ingénierie interne pour mener tous les projets nécessaires. C'est une opportunité car cela permet des économies à long terme, la réduction de l'empreinte écologique, et une qualité de vie améliorée."



Transition numérique



«Notre territoire est enclavé d'où l'opportunité du développement de l'économie numérique.»

«La digitalisation est aussi l'opportunité de fluidifier et de simplifier l'accès aux services publics des usagers (notamment via la réduction des contraintes géographiques et liées à la mobilité) et la manière de délivrer ces services aux citoyens en prenant en compte des nouvelles données, ou encore d'offrir de nouvelles formes de participation citoyenne.»

«La transition numérique permet d'étoffer l'offre de services aux citoyens, à condition de ne pas renoncer à l'accueil physique et téléphonique classique ni au paiement en liquide !»

«La transition numérique peut être perçue comme une contrainte lorsqu'elle est imposée par textes réglementaires, par nécessité technique ou organisationnelle et que les moyens humains, financiers et calendaires sont contraints. La transition numérique est aussi par moment une opportunité pour moderniser et simplifier les services publics et notamment les process de traitements.»

«C'est une opportunité de modernisation des organisations et des relations avec les usagers, d'optimisation de certains processus et de gains de productivité mais c'est aussi une contrainte d'injonction de réponse immédiate à toutes les sollicitations, d'analyse constante des nouvelles «tendances» qui ne seront parfois qu'éphémères, de pression sur les organisations contraintes de s'adapter en permanence à un environnement instable.»

PRÉSENTATION DU SONDAGE

Communes
Nombre d'habitants en moyenne

29 563

habitants.

EPCI
Nombre d'habitants en moyenne

89 105

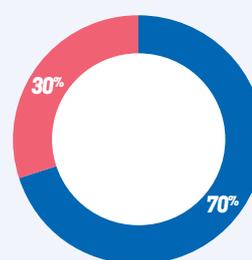
habitants.

Le sondage a été réalisé par Espelia auprès des adhérents de Villes de France entre le mois d'août 2022 et le mois de février 2023. Plus de 110 questions ont été posées aux collectivités sur des sujets très variés impliquant nécessairement de mobiliser plusieurs ressources en interne.

Un grand merci aux 40 participants pour l'effort fourni et la qualité des réponses qui nous permettent aujourd'hui de partager des informations précieuses pour mieux éclairer les pratiques et les attentes.

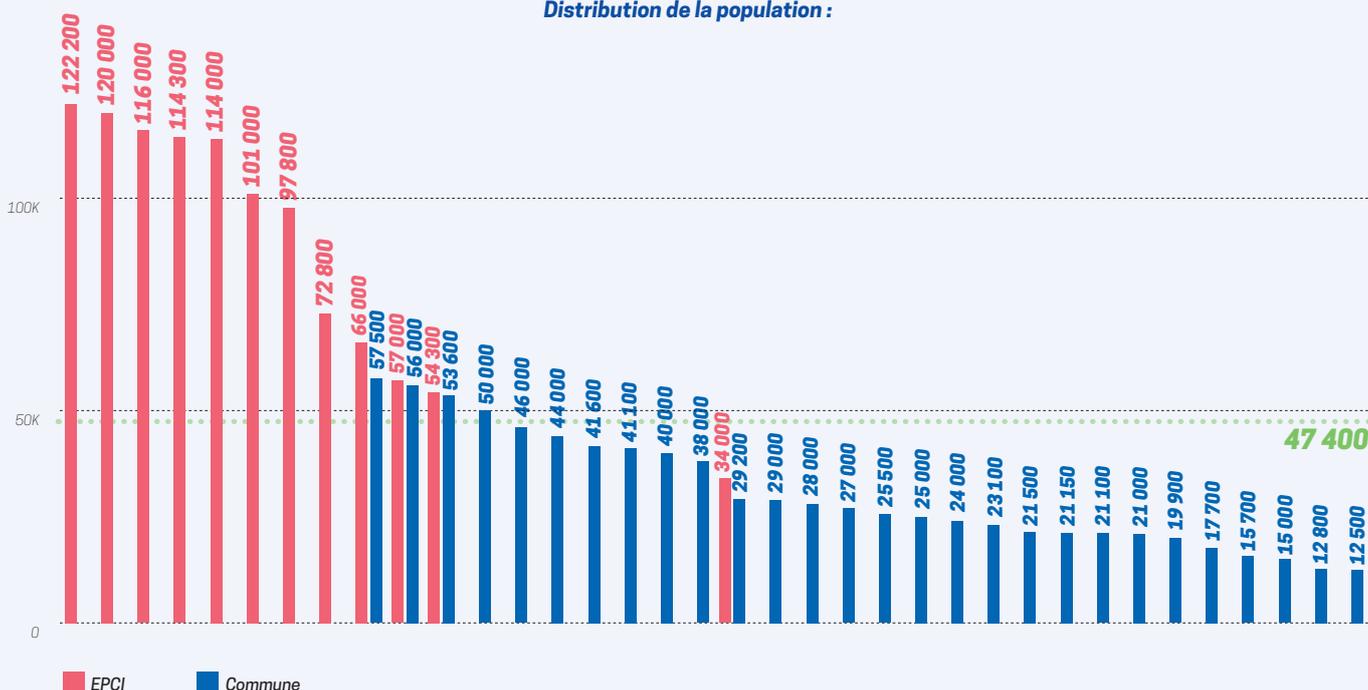
Le sondage restera ouvert en 2023 pour les collectivités souhaitant participer et donc comparer leurs pratiques ou leurs résultats à leurs pairs. **N'hésitez donc pas à vous signaler à Villes de France pour obtenir vos accès !**

Type de collectivité :



■ Commune ■ EPCI

Distribution de la population :





TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Dotée d'une feuille de route et d'une gouvernance, la transition écologique prend une place désormais majeure dans les villes moyennes et leurs intercommunalités. Perçue comme une opportunité, elle pâtit du manque de moyens, souvent compensé par les partenariats avec le privé, et les projets se multiplient dans divers domaines d'intervention.



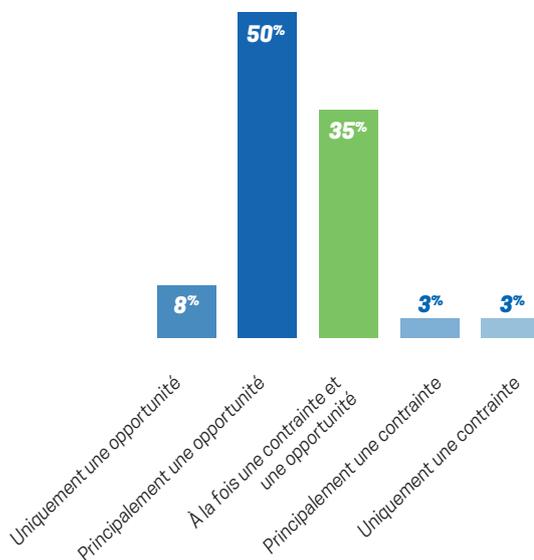
LEVIERS ET GOUVERNANCE (1/3)

La transition écologique est avant tout perçue comme une opportunité

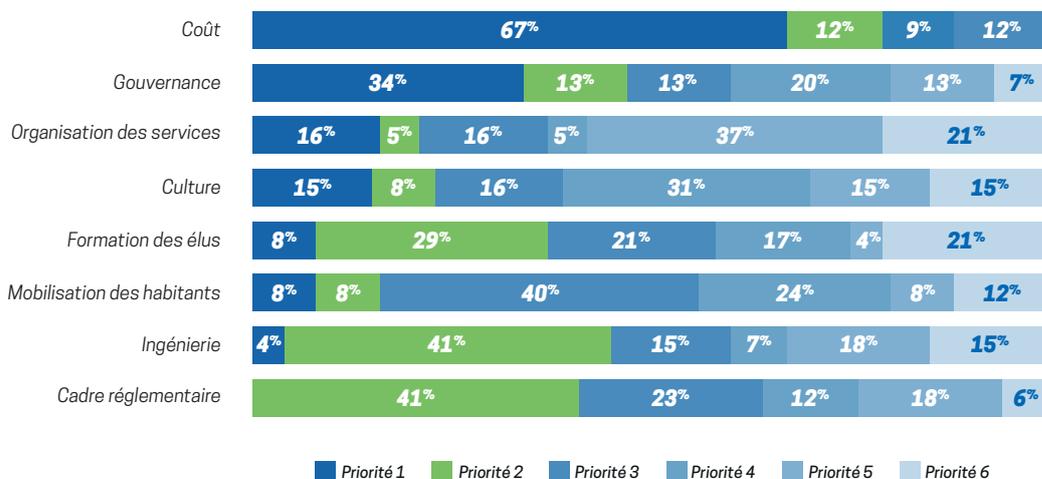
Les contraintes exprimées sont avant tout liées aux moyens, qu'ils soient d'ordre financier (capacités d'investissement limitées), humains (besoin d'ingénierie spécifique) ou foncier (impacts du Zéro Artificialisation Nette).

Les principaux leviers sur lesquels les collectivités auraient besoin d'appui concernent en priorité les sujets de coûts et de gouvernance, suivis ensuite par l'ingénierie et le cadre réglementaire.

À l'échelle de votre territoire, percevez-vous la transition écologique plutôt comme :



Quels sont les principaux leviers sur lesquels vous auriez besoin d'appui dans la mise en œuvre de la transition écologique dans votre territoire ?



Une gouvernance structurée

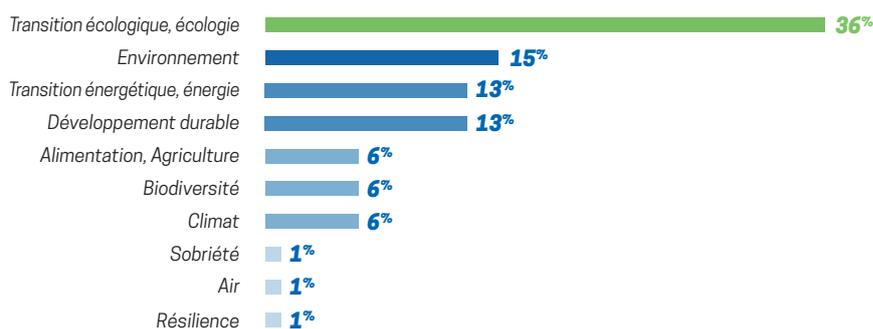
Seuls 8% des répondants n'ont pas d'élue(e) identifié(e) sur le sujet.

Quand elle est incarnée, cette transition est dans la quasi-totalité des cas portée par des adjoint(e)s ou des vice-président(e)s.

L'analyse des noms des délégations de ces élu(e)s fait majoritairement ressortir la « transition écologique ». Les mots clés liés à la résilience ou à la sobriété sont encore très marginaux.

Au-delà des élu(e)s, plus de 70% des répondants ont mis en place des instances d'animation ou de pilotage de cette transition (commission, charte, conférence, ...).

Analyse des mots clés des délégations des élus identifiés sur le sujet de la transition écologique :

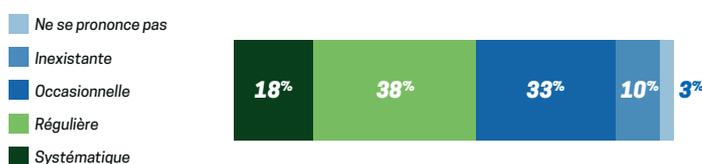


LEVIERS ET GOUVERNANCE (2/3)

Une approche partenariale public-public et public-privé

Dans plus de 55% des cas, les collaborations entre communes et EPCI sont des pratiques régulières ou systématiques pour conduire les projets liés à la transition écologique. L'adhésion à des syndicats est très majoritairement perçue comme un atout pour répondre aux enjeux.

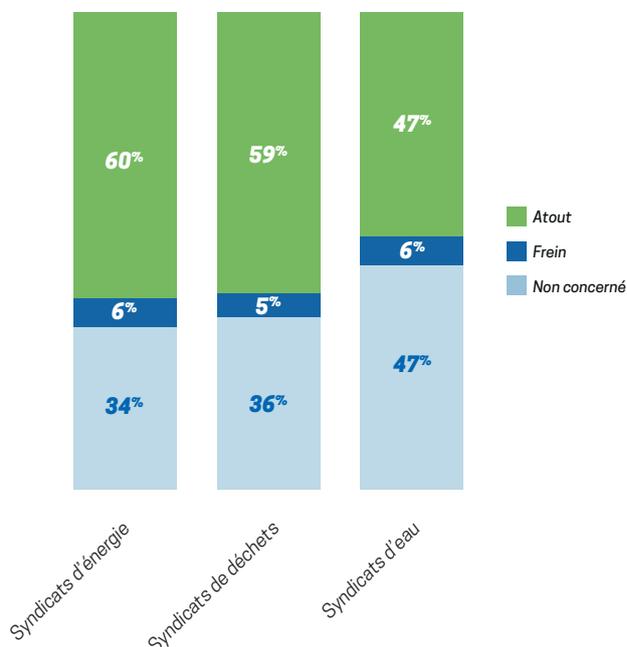
Sur les projets liés à cette transition, la collaboration entre les membres de votre «bloc communal» vous paraît-elle :



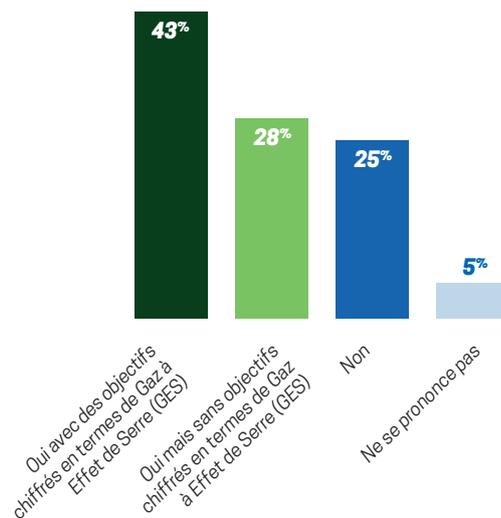
75%

des répondants ont déjà mobilisé des entreprises privées dans leurs réflexions et leurs actions sur les secteurs de l'énergie, de l'eau ou des déchets.

Si vous êtes adhérent d'un syndicat, considérez-vous qu'il s'agisse plutôt, au regard des enjeux de transition écologique, d'un :



Avez-vous mis en place une feuille de route stratégique (au delà des objectifs nationaux) avec des objectifs chiffrés concernant les Gaz à Effet de Serre (GES) ?

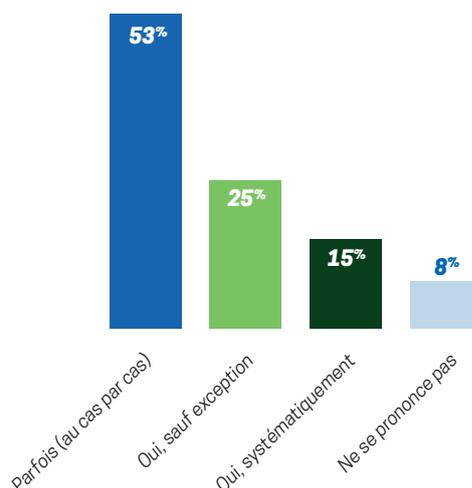


71% des répondants ont mis en place à l'échelle locale des feuilles de routes stratégiques concernant les Gaz à Effet de Serre (GES), dans la majorité des cas avec des objectifs chiffrés.

Seuls 40% des répondants ont généralisé des pratiques d'achat durable dans leurs marchés publics.

L'existence d'une comptabilité verte est encore marginale (5%) mais est en réflexion chez plus d'un tiers des collectivités interrogées.

Avez-vous mis en place des clauses ou des pratiques d'achat durables dans vos marchés publics ?





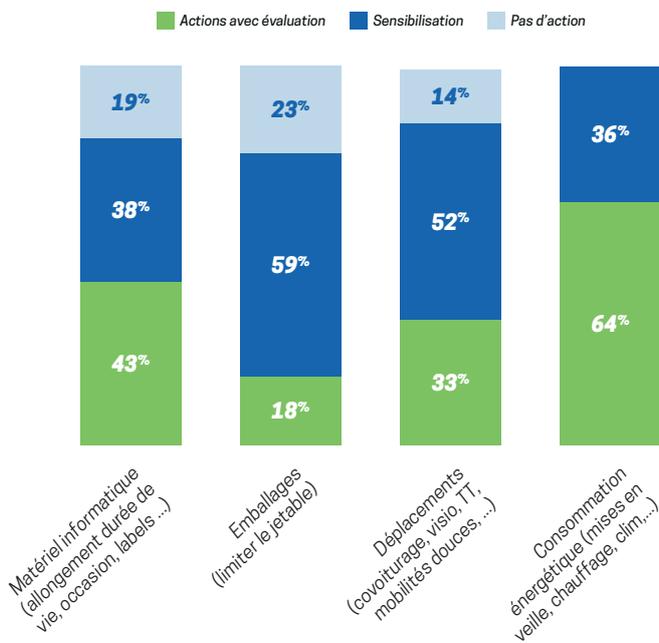
LEVIERS ET GOUVERNANCE (3/3)

Écogestes

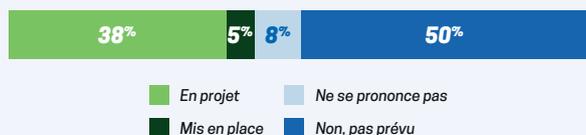
La très grande majorité des collectivités est active en direction de ses services ou du territoire pour promouvoir des comportements en faveur des économies d'énergie, avec, au-delà de la sensibilisation, des actions suivies et évaluées.

L'impact environnemental du numérique ressort également comme une thématique déjà suivie.

Au sein des services de votre collectivité, quelles sont les actions mises en œuvre sur les écogestes suivants :



Êtes-vous intéressé(e) par la mise en place d'une comptabilité «verte» ?



PROJET EMBLÉMATIQUE

Le mix énergétique de la communauté d'agglomération du Roannais

L'agglomération a adopté en 2020 son PCAET qui reprend les objectifs TE-POS et prévoit la poursuite de la mise en place de 28 actions d'ici 2026. Elle mène dans ce cadre depuis plusieurs années des actions en faveur de la réduction des consommations d'énergie : rénovation énergétique des bâtiments publics, aides et appui technique aux habitants pour la rénovation de leur logement, aides aux entreprises pour la performance énergétique, développement de la mobilité technique, réduction des déchets. Partant du constat que sur le territoire de l'agglomération, en 2016, seulement 12 % de la consommation énergétique est couverte par des énergies renouvelables qui proviennent principalement de la production hydroélectrique du barrage

de Villerest, du solaire photovoltaïque en toiture et du bois énergie, la collectivité a décidé de s'engager fortement dans le développement des énergies renouvelables. Plusieurs projets phares sont en exploitation ou en cours de développement par l'agglomération :

- 1 parc de 6 éoliennes aux Noës
- 1 centrale photovoltaïque au sol à Roanne
- 1 méthaniseur territorial à Roanne
- plusieurs autres projets photovoltaïques en toiture, en ombrière ou au sol.

Ces 4 projets permettraient dès 2023 d'atteindre 1/4 de l'objectif de productions d'énergies renouvelables. Afin de garder un pouvoir décisionnel sur le développement de l'éolien et du solaire ainsi que pour maximiser les retombées écono-



miques sur son territoire, Roannais Agglomération a pris la décision de prendre en charge techniquement et financièrement le sujet. Dans cette dynamique, elle a créé la société d'énergie mixte "Roannais des Energies renouvelables" en collaboration avec la société de financement régional "OSER" qui la détient respectivement à 80 % et 20 %. Ce portage permet d'avoir une concertation fine avec les acteurs concernés, les riverains et les élus du territoire.

ENERGIE

Pour mettre en perspective les enjeux énergétiques dans les territoires, il est utile d'avoir en-tête quelques chiffres clés en termes de consommation et de production.

Source : **ODRE** - Opendata des Réseaux-Energies opendata.reseaux-energies.fr

950 TWh

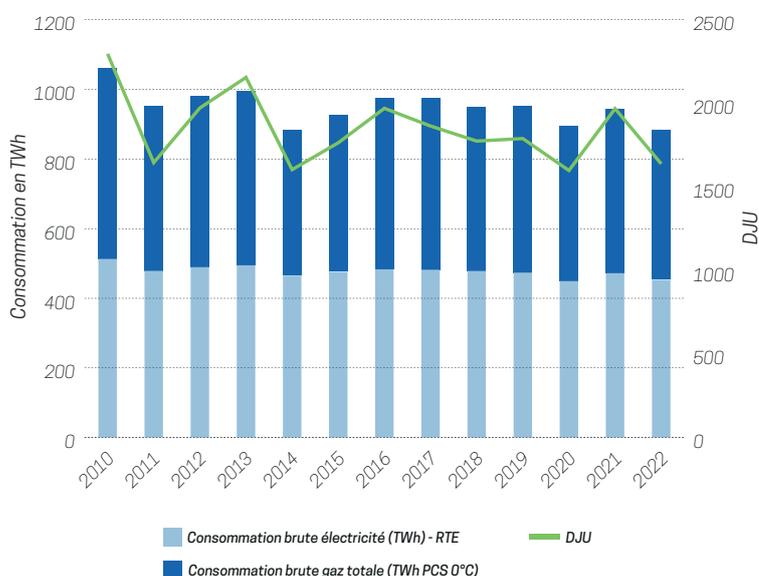
consommés en moyenne, en France, chaque année depuis 2010, en gaz (50%) et en électricité (50%). Les variations interannuelles s'expliquent avant tout par la rigueur des hivers (cf. courbe des DJU).

Les territoires des EPCI entre 10 000 et 100 000 habitants représentent environ 43% de cette consommation. L'industrie (18%) et le résidentiel (15%) représentant les deux principaux secteurs devant le tertiaire (9%) et l'agriculture (1%).

530 TWh

d'électricité produite au niveau national en moyenne chaque année depuis 2010. La part des ENR est en augmentation constante (plus de 25% en 2022). La part de la production issue des énergies fossiles est quant à elle relativement stable autour de 8% en moyenne.

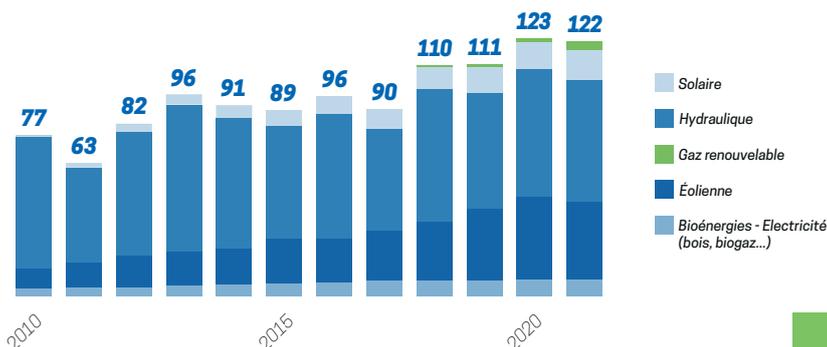
Évolutions des consommations nationales annuelles brutes d'électricité et de gaz (histogrammes) et des Degrés-Jours Unifiés (courbe) :



Évolution de la production électrique et part des ENR :



Focus sur les différents types de production d'énergies renouvelables (ENR) en France (en TWh) :





BÂTIMENT

4,7 M

C'est le nombre de Diagnostics de Performance Énergétique (DPE) réalisés depuis le 1^{er} juillet 2021 sur les logements (97%) et les bâtiments tertiaires (3%) au niveau national.

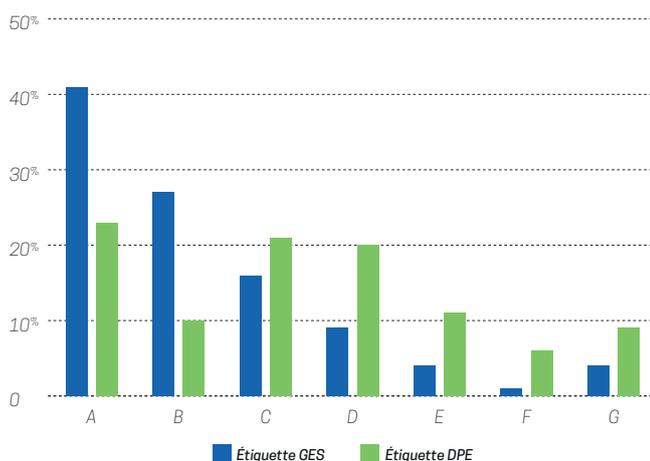


Source :
ADEME - Observatoire DPE
observatoire-dpe.ademe.fr/accueil

30.2 TWh

consommés en 2021 à partir de réseaux de chaleur (97%) ou de froid (3%). **Les territoires des EPCI entre 10 et 100 000 habitants représentent les plus gros consommateurs** (47% de la consommation nationale).

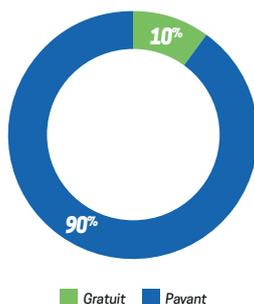
Répartition des bâtiments tertiaires selon leurs étiquettes GES et DPE :



MOBILITÉ

On comptabilise aujourd'hui en France plus de 18 000 stations de recharge de véhicules électriques en service. Environ 10% d'entre elles sont gratuites.

Répartition des stations de recharge de véhicules électriques selon la gratuité :



Source :
Odré

13%

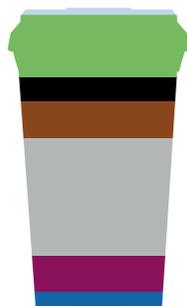
C'est le taux de **véhicules légers** à motorisation électrique, hydrogène ou bioGNV au sein des flottes des répondants. Ce taux est sensiblement équivalent pour les véhicules lourds (11%) mais beaucoup plus faible pour les utilitaires (3,5%).

DÉCHETS

Des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) multicolores !

Si le vert et le jaune sont largement majoritaires (env. 90%) pour les collectes du verre et des emballages, pour les OMR, les codes couleurs sont très diversifiés d'un territoire à l'autre (cf. graphique ci-contre).

Les codes couleurs des équipements de collecte des OMR :



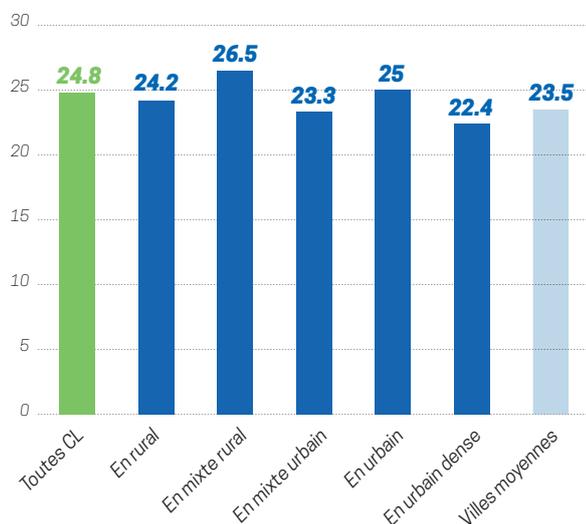
Source : Citeo

9%

C'est la part de la population concernée par une tarification incitative (TEOM ou redevance). Pour les villes moyennes, ce taux est encore plus faible (3,7%).

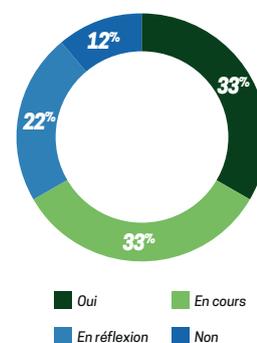
Source : Citeo

Coûts moyens totaux de la collecte sélective et du tri des emballages légers + papiers (2020, en €/hab./an) :



Source : Citeo

Avez-vous mis en place du tri à la source des biodéchets ?



Seuls 2/3 des répondants à notre sondage ont déjà engagé ou mis en place du tri à la source des biodéchets (pour rappel : échéance au 1^{er} janvier 2024).

Le coût moyen de la collecte sélective des emballages et du papier, moins de 25 €/habitant en moyenne, varie assez peu en fonction des types de territoires. Le coût pour la collecte du verre s'établit quant à lui à 3 €/habitant en moyenne.

(Les coûts couvrent les dépenses suivantes : contenants + collecte + transfert/transports + tri + élimination des refus + frais de structure des collectivités).



EAU (1/2)

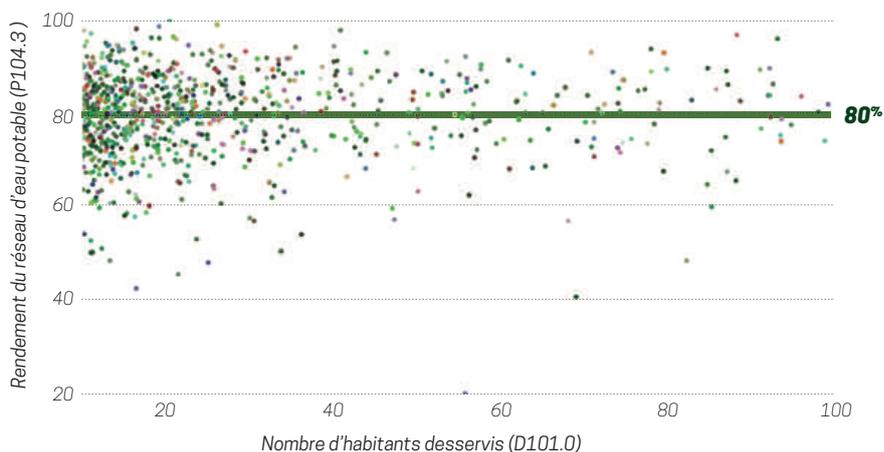
Entre 10 et 100 000 habitants desservis, **le rendement médian des réseaux d'eau potable est de l'ordre de 80%** et a relativement peu évolué de 2008 à 2020. Comme illustré ci-dessus, il ne dépend pas de la population desservie.

Sur la même période, le taux médian de renouvellement des canalisations est également resté stable, entre 0,5 et 0,6 % par an (soit une durée d'usage théorique des canalisations de 160 à 200 ans).



Source : [eaufrance/Sispea - services.eaufrance.fr](http://eaufrance/Sispea-services.eaufrance.fr)

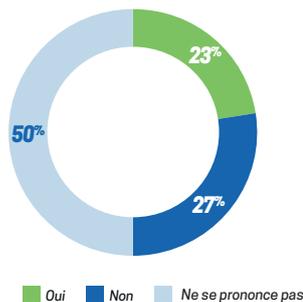
Rendement des réseaux d'eau en fonction du nombre d'habitants desservis :



4,5 €/m³

C'est le prix de l'eau médian des services desservant entre 10 et 100 000 habitants (prix TTC, pour une consommation de 120 m³, eau potable et assainissement en 2020).

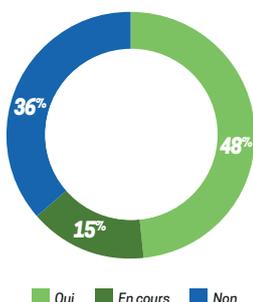
Avez-vous défini aux exploitants de vos services d'eau ou d'assainissement des obligations spécifiques en matière de transition écologique ?



Moins d'un quart des collectivités interrogées sont sûres d'avoir fixé à leurs exploitants (publics ou privés) des obligations en termes de transition écologique.

Celles-ci sont pour moitié des actions d'information ou de sensibilisation.

Avez-vous mis en place une taxe GEMAPI ?



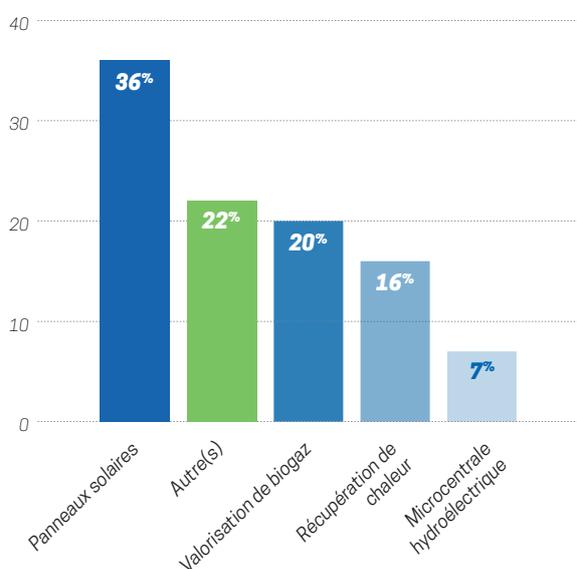
Pour plus de 2/3 du panel, une taxe GEMAPI a déjà été programmée ou mise en œuvre.

EAU (2/2)

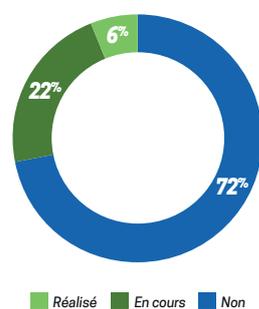
Les services de production d'énergie déployés en lien avec les services d'eau concernent majoritairement l'installation de panneaux photovoltaïques.

Moins d'un tiers des collectivités interrogées a déjà réalisé ou étudié un projet de réutilisation des eaux usées, dans la plupart des cas à des fins d'arrosage ou de nettoyage.

Avez-vous mis en place des installations de production d'énergie en lien avec vos services d'eau ou d'assainissement ?



Avez-vous mis en œuvre des projets de réutilisation des eaux usées traitées ?



PROJET EMBLÉMATIQUE

Douai : déconnexion de la voirie du réseau d'assainissement

Grâce à l'association locale Adopta, 30% du réseau viaire est aujourd'hui déconnecté du réseau d'assainissement. Les eaux sont directement infiltrées sous chaussée. Tous les nouveaux projets de voirie sont systématiquement traités de la même manière.

L'objectif est de déconnecter à terme 100% du réseau et d'installer un système de récupération des eaux de pluie pour le nettoyage et l'arrosage par les services, sur le site des ateliers municipaux (objectif 2024). La société de traitement des eaux a réalisé environ un million d'euros d'économies.

Les risques de débordement des réseaux dans un quartier à fort risque d'inondation ont été fortement réduits.



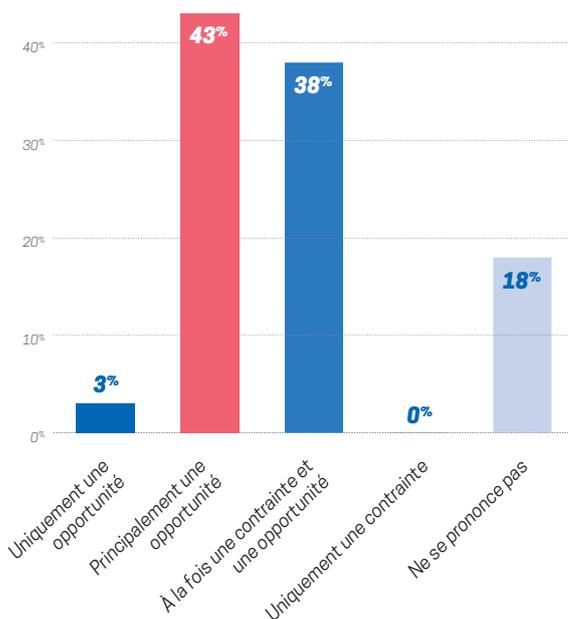
The background features a cityscape at dusk or dawn, with a stone bridge over a river. Overlaid on this are digital data visualization elements, including glowing blue lines and dots that form a network pattern across the scene. A large, semi-transparent white number '2' is positioned on the right side of the page.

TRANSITION NUMÉRIQUE

La transition numérique reste peu conçue comme une politique intégrée, en témoigne le manque d'élus ou de cadres dédiés. La mutualisation et la coopération entre les villes moyennes et leurs intercommunalités s'avèrent essentielles. Si la dématérialisation et l'ouverture des données restent insuffisantes, les enjeux de cybersécurité et de sobriété font l'objet d'une prise de conscience progressive.

LEVIERS ET GOUVERNANCE (1/2)

À l'échelle de votre territoire, percevez-vous la transition numérique plutôt comme :



La transition numérique : une opportunité ?

Si aucun des répondants ne perçoit cette transition uniquement comme une contrainte, 18% ne se prononcent pas et moins de la moitié y voient uniquement ou principalement une opportunité.

La principale contrainte, citée dans 40% des réponses, concerne les moyens (techniques, humains ou financiers) à mettre en œuvre.

Les autres contraintes exprimées se répartissent assez uniformément sur les items suivants :

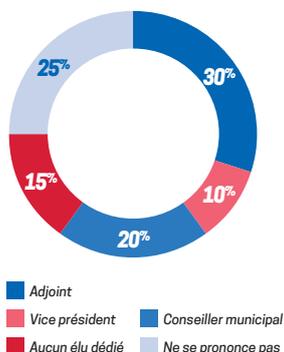
- le manque de gouvernance ou de pilotage (avec l'impression de subir des injonctions extérieures),
- l'empreinte environnementale,
- la fracture numérique (des agents ou des citoyens),
- la sécurité informatique.

Une gouvernance encore peu structurée

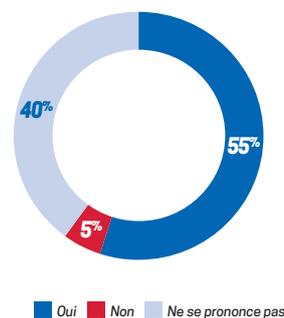
40% des répondants n'ont pas ou ne peuvent pas identifier d'élus en charge de la transition numérique. En revanche, quand ces délégations existent, elles sont majoritairement portées par des adjoint(e)s ou des vice-président(e)s.

L'analyse des titres des délégations fait ressortir 3 grandes typologies quasiment équivalentes en termes de représentativité : dans un tiers des cas le « numérique » est l'unique objet de la délégation, dans un second tiers il est absent et dans le dernier tiers il est associé à d'autres politiques publiques.

Élus en charge de la transition numérique :

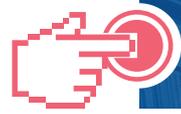


Avez-vous des cadres dédiés au pilotage et à l'animation de votre transition numérique ?



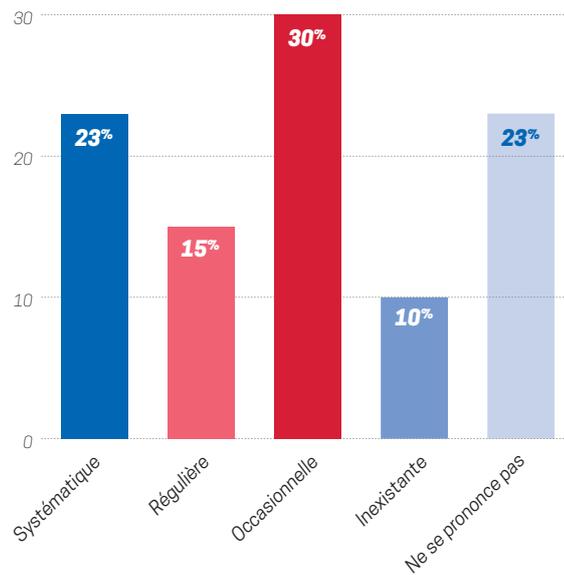
Dans les deux derniers cas, les thématiques qui apparaissent le plus concernent les politiques liées à l'éducation-jeunesse et à l'environnement ou bien les fonctions de ressources ou de gestion/modernisation (RH, Finances,...).

A peine plus de la moitié des répondants identifie des cadres dédiés au pilotage ou à l'animation de la transition numérique. Dans les 2/3 des cas, ces cadres sont rattachés à la Direction des Systèmes d'Information ou du Numérique.

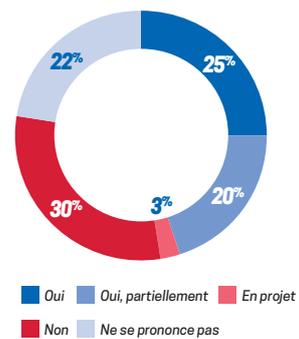


LEVIERS ET GOUVERNANCE (2/2)

Sur les projets liés à cette transition, la collaboration entre les membres de votre « bloc communal » vous paraît-elle :



Sur votre territoire, existe-t-il une mutualisation des fonctions liées aux Systèmes d'Information ou au Numérique entre communes et EPCI ?



La mutualisation et la coopération : des pratiques courantes

Dans la très grande majorité des cas, le sujet de la transition numérique est porté à travers des logiques de mutualisation et de coopération entre les communes et leurs EPCI.

Le partenariat avec des entreprises privées (50% des répondants) apparaît moins habituel que pour les sujets de transition écologique.

90%

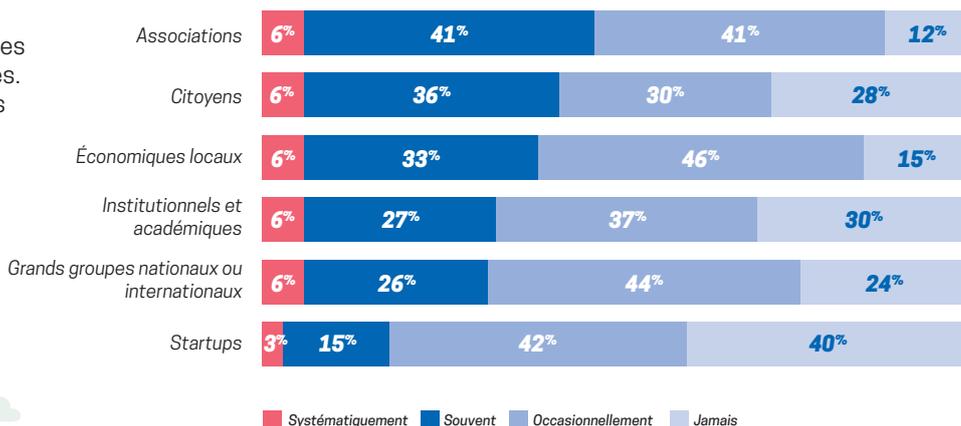
des adhérents à un syndicat « numérique » considèrent cette adhésion comme un atout.

VILLE INTELLIGENTE ET SERVICES AUX HABITANTS

Avec qui faire du numérique ?

Les projets numériques sont le plus souvent réalisés avec des partenaires institutionnels ou des groupes privés. Les collaborations avec les startups sont, de loin, les moins fréquentes.

Avec quels types de partenaires portez-vous préférentiellement vos projets numériques ?



50%

des répondants ont déjà mobilisé des partenaires privés dans leurs réflexions et leurs actions sur le sujet de la ville intelligente.

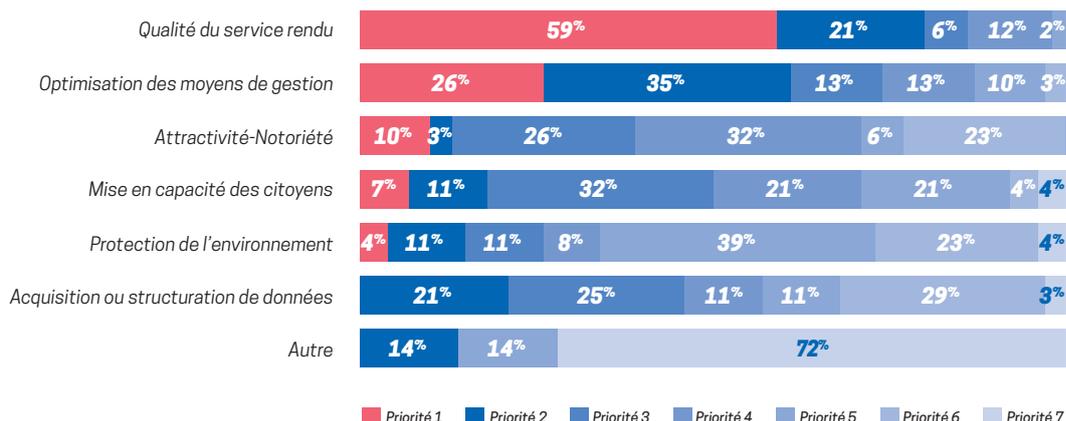
Pourquoi faire du numérique ?

L'amélioration de la qualité du service rendu et l'optimisation des moyens de gestion sont les deux objectifs principaux des projets numériques déployés.

La vidéoprotection, le stationnement et la mobilité, ainsi que la gestion des bâtiments sont les services les plus impactés par le déploiement de solutions numériques.

A l'inverse, certains enjeux comme la protection de l'environnement, ou la mise en capacité des citoyens semblent aujourd'hui moins au cœur des projets de ville intelligente.

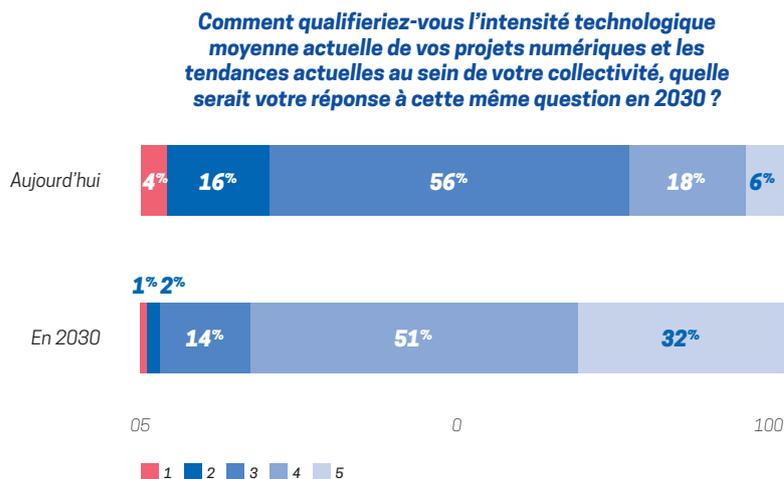
Classer par ordre d'importance les «raisons d'être» de vos projets numériques actuels :



COLLABORATION ET INTENSITÉ TECHNOLOGIQUE DES PROJETS



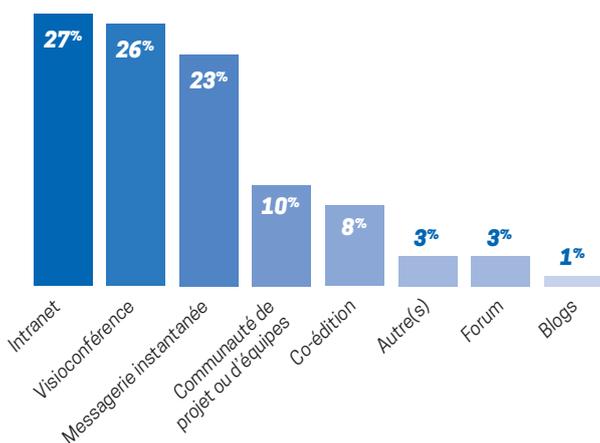
Cette intensité est aujourd'hui majoritairement qualifiée de «moyenne», mais la plupart des collectivités interrogées anticipent un glissement très net vers une intensité forte à très forte à l'horizon 2030.



Au sein des organisations, les outils de collaboration restent encore peu déployés

Intranet, visioconférence et messagerie instantanée sont les fonctionnalités les plus couramment rencontrées. Les solutions de collaboration ou de réseau social demeurent encore marginales.

Au sein de votre collectivité, quelles sont les fonctionnalités accessibles à vos agents à travers les différents outils mis en place ?



PROJET EMBLÉMATIQUE

Dôle, un territoire intelligent : solution intégrée pour une gestion augmentée des données

Les services de la Ville de Dole et du Grand Dole sont actuellement en train de mettre en place un logiciel de supervision de toutes les données territoriales : suivi en temps réel des consommations, tableau de bord, suivi des alertes, pilotage à distance des appareils connectés, mailings automatiques, etc.

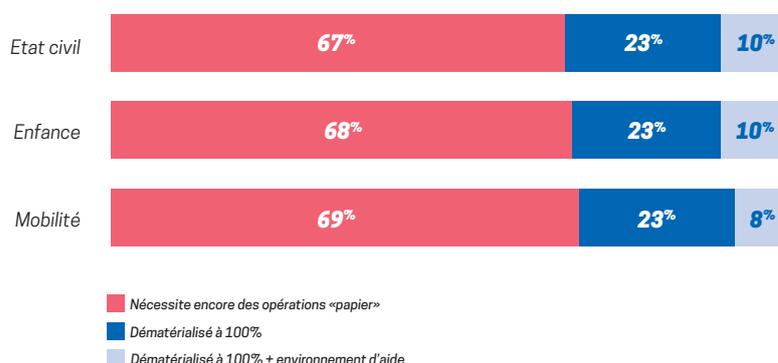
Les objectifs sont la mise en commun des données et une meilleure exploitation et analyse des données territoriales, l'automatisation des alertes, la facilitation de certaines procédures, les gains de temps et d'efficacité.

DÉMATÉRIALISATION ET DONNÉES TERRITORIALES

La dématérialisation reste le plus souvent partielle

L'état civil, l'enfance ou la mobilité sont les services le plus souvent dématérialisés de manière complète. Mais même dans ce cas, le taux de dématérialisation partielle reste largement prépondérant (dans plus de 2/3 des situations).

Comment évaluez-vous aujourd'hui le niveau moyen de dématérialisation de vos traitements internes concernant les services suivants ?



L'identification par France Connect est encore très hétérogène et non utilisée dans plus d'un tiers des cas.

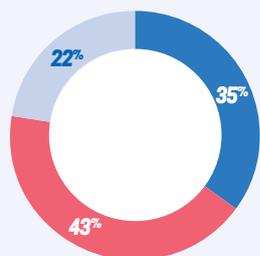
48%

C'est le taux de collectivités respectant l'obligation d'ouverture au titre de la Loi pour une République Numérique.



Source : **Observatoire opendata des territoires** observatoire-opendata.fr

Avez-vous ou comptez-vous mettre en œuvre une plateforme de gestion de la donnée territoriale ?



■ Oui ■ Non ■ Ne se prononce pas

Plus de la moitié des répondants n'a pas et n'envisage pas de mettre en œuvre une plateforme de données territoriales.

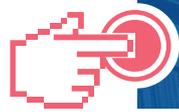
PROJET EMBLÉMATIQUE

Saint-Quentin : mise en place d'un système d'arrosage intelligent



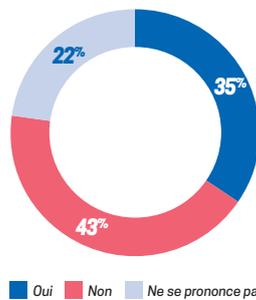
La collectivité dispose d'un certain nombre de stades qui nécessitent un arrosage intensif pendant la saison estivale sans prendre en compte l'aspect météorologique. Le dispositif permet donc de programmer l'arrosage en fonction de l'hygrométrie du terrain et à des emplacements ciblés.

L'objectif est de diminuer la consommation d'eau et d'optimiser les traitements. 35% d'économies ont été réalisées sur l'été 2021.



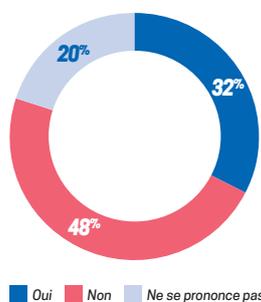
CYBERSÉCURITÉ, SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE ET INCLUSION

Avez-vous déjà été victime d'une cyberattaque au cours des 3 dernières années ?



Plus d'un tiers des collectivités interrogées a été victime d'une cyberattaque au cours des 3 dernières années. Quasiment toutes font appel aux moyens mis en place à l'échelle nationale comme l'ANSSI ou le réseau de CSIRT.

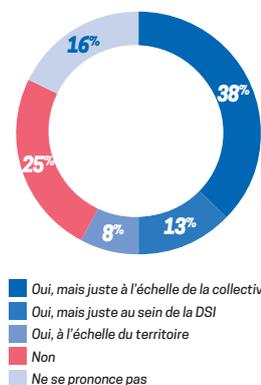
Numérique - Inclusion : Existe-t-il une stratégie à l'échelle du territoire ?



Seul un tiers des collectivités interrogées identifie, sur son territoire, une stratégie spécifique sur le sujet de l'inclusion numérique.

Les villes moyennes et leurs intercommunalités font face à plusieurs défis dans la mise en oeuvre de leurs projets de transition numérique: les ressources numériques doivent être protégées des attaques et la population doit pouvoir s'approprier cette transition qui ne doit pas être un frein à la transition écologique. La cybersécurité, l'inclusion numérique et la sobriété numérique sont en conséquence trois enjeux à appréhender dès la conception des projets locaux.

Avez-vous déjà mis en place des actions de sensibilisation ou de formation sur le sujet de la sobriété numérique ?



Plus de la moitié des répondants a déjà déployé des actions de sensibilisation ou de formation sur les enjeux des impacts environnementaux du numérique. Ces actions sont en majorité déployées à l'échelle de l'organisation. Celles à l'échelle du territoire restent marginales.

Les obligations introduites par la loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique (art. 35) devraient faire évoluer ces pratiques dans les 2 prochaines années.



1 000

villes françaises

390

intercommunalités

32

millions d'habitants

Forte de plus de 30 ans d'activités, Villes de France est une association pluraliste d'élus qui rassemble les villes de 10 000 à 100 000 habitants et leurs agglomérations du territoire national, ensemble qui est le cadre de vie de près de la moitié de la population française (32 millions d'habitants). Le rôle de l'association est de **défendre et valoriser les villes moyennes qui sont des pôles d'équilibre** entre les métropoles et les territoires ruraux.

Gil Avérous, maire de Châteauroux, président de la CA de Châteauroux Métropole, est président de **Villes de France** et **Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse**, président de la CA du Bassin de Bourg-en-Bresse, en est le président délégué.

Présentation de l'observatoire

Villes de France a créé pour ses adhérents cet observatoire sur les transitions écologique et numérique des villes moyennes (10 000 à 100 000 habitants) et de leurs intercommunalités, en partenariat avec des entreprises et avec une réalisation par le cabinet Espelia.

L'observatoire aborde les enjeux stratégiques, la gouvernance mais aussi plus spécifiquement les thématiques de l'énergie, des déchets, de l'eau, de la ville intelligente, des services aux citoyens, du fonctionnement interne, de l'inclusion numérique et de la sobriété numérique.

S'appuyant sur des données ouvertes et collectées auprès des partenaires ainsi que sur une enquête auprès des adhérents, cet observatoire permet :

- De **comparer son territoire à d'autres territoires de même taille ou de la même région selon les jeux de données**
- De **connaître les grandes tendances et chiffres clés dans les villes de taille moyenne**

www.villesdefrance.fr

espelia
Conseil pour
la performance publique

Espelia a été fondé en 1995 par l'Association des Maires de France et la Fédération Françaises des Collectivités Concédantes et Régies et est aujourd'hui :

- Leader du conseil indépendant en gestion des services publics locaux
- Expert du conseil auprès des collectivités, administrations centrales, établissements publics et bailleurs, en France et à l'international,
- Contributeur de l'amélioration de la performance publique pour servir l'intérêt général,
- Fort de 200 collaborateurs,
- Une présence à Paris, Bordeaux, Montpellier, Nantes, Toulouse, Rennes, Lyon et hors métropole (la Réunion/Mayotte, Guadeloupe, Guyane, Hanoï).

Sa particularité est d'être construit en miroir des compétences des collectivités afin de les appuyer le plus efficacement possible et ce sur l'ensemble des secteurs couverts. **Le cabinet appuie tout particulièrement les acteurs publics grâce à ses savoir-faire juridiques, financiers, d'animation, ainsi que techniques.**

Espelia entretient également un réseau de partenaires reconnus et qui permettent une adaptation permanente aux problématiques des collectivités.

www.espelia.fr

+6 000

références sur le secteur public local

VILLES de FRANCE

VILLES & AGGLOMÉRATIONS



espelia
Conseil pour
la performance publique

www.espelia.fr